

LA RELIGION COMME SOURCE DE LEGITIMITE

Mohamed-Chérif FERJANI

Professeur à l'Université Lyon2 en délégation CNRS à l'IRMC à Tunis

Rousseau disait que la plus ancienne forme de gouvernement que l'humanité ait connue était la théocratie. Bien sûr, comme disait Victor Hugo, Dieu et le peuple on ne les a jamais entendus parler ; mais on a toujours parlé en leur nom. La théocratie est moins le gouvernement de(s) Dieu(x) que le gouvernement au nom de(s) Dieu(x) que ce soit en attribuant aux souverains un caractère divin les identifiant à des Dieux ou des demis Dieux, ou en considérant qu'ils tiennent leur pouvoir de(s) Dieu(x) (« monarchie de droit divin », monarques considérés comme « l'ombre de Dieu sur la terre », « Califes » ou « commandeurs des croyants » proclamés ou s'autoproclamant « vicaires » ou « lieutenant » de Dieu pour faire régner son ordre et sa « loi », etc.). Les sociétés musulmanes n'ont pas échappé à l'instrumentalisation de la religion comme source de légitimité. Malgré les crimes associés à l'histoire du Califat dès le début, et bien que cette institution soit abolie depuis 1923-1924, il y a encore des monarques qui se proclament « Commandeurs des croyants », des mouvements qui œuvrent pour le rétablissement du Califat, des rois et des pouvoirs qui s'instituent comme gardiens de la religion à un titre ou à un autre, des partis et des mouvements se réclament de la religion que ce soit voulant établir un Etat islamique ou en voulant faire de leur conception de la shari'a une source, exclusive ou conjuguée avec d'autres sources, de la législation, des chefs de confréries ou des « dépositaires » de leur « baraka » qui disputent à d'autres autorités la tutelles sur leurs oyes, etc. On a cru que l'inspiration démocratique qui a porté le printemps arabe allait enfin ouvrir la voie à une « sortie de la religion » comme source de légitimité politique, et voilà que les victoires électorales de mouvements se réclamant de l'islam politique nous rappellent que les processus de démocratisation peuvent profiter à des forces qui ne renoncent pas à la volonté d'instrumentaliser la religion comme source de légitimité. Il faut cependant que ceci n'a rien d'exceptionnel : En Europe comme en Amérique du Nord, les processus de démocratisation, et dans d'autres régions du monde, n'ont pas mis fin aux différentes sortes de recours à la légitimité religieuse. Il a fallu plusieurs décennies avant que le christianisme politique radical ne soit marginalisé par la sécularisation et la démocratisation de tous les aspects de la vie mais aussi par une évolution interne - liée à la sécularisation et à la démocratisation - favorisant l'émergence de courants « démocrates chrétiens » faisant de la référence religieuse une norme éthique plus qu'une source légitimité politique ou, tout au plus, une source subordonnée à la légitimité démocratique. Il faut aussi préciser que la démocratie n'a nulle part mis fin à l'autorité des Eglises, des ministres de cultes et des gardiens des traditions religieuses.

Mon propos est de montrer que la mobilisation de l'islam comme source de légitimité est loin d'être homogène, non seulement d'un pays à un autre, mais aussi à l'intérieur de chaque pays, voire dans la parcours et dans les rangs d'un même mouvement se réclamant de l'islam politique.

Si l'on se limite au niveau des différences entre les pays, il serait abusif de ne pas tenir compte des différences entre les pays de l'Afrique du Nord auxquels cette rencontre est consacrée.

- Au Maroc, le PJD en tant que parti islamiste vainqueur des dernières élections composent avec l'institution du « Commandeur des croyants », et avec d'autres composantes du champ

religieux (les théologiens regroupés ou nom dans la Ligue des Ulamâ', l'Association « Justice et Bienfaisance », les zaouïas liées ou non à des fidélités tribales, les différentes expressions du salafisme, etc.). La mobilisation de la religion comme source de légitimité par le PJD comme par le Roi, ou par les autres acteurs, tient également compte de la réalité sociale et culturelle du pays et des évolutions inhérentes aux processus de sécularisation et de démocratisation, de sorte que la religion n'est que rarement revendiquée comme une source exclusive de légitimité.

- En Algérie, la religion est reconnue comme source de légitimité dans certains domaines (comme dans le droit de la famille) mais pas dans d'autres : l'un des paradoxes qui illustrent cette réalité est le maintien des femmes algériennes, au nom de la religion par le code de la famille, dans un statut de mineures, alors qu'au nom de l'égalité citoyenne, elles peuvent prétendre à la présidence de la République au même titre que les hommes (à l'exclusion cependant des non musulmans, voire des non sunnites). La légitimité religieuse a été longtemps subordonnée, en politique, à la légitimité révolutionnaire et nationaliste partagée par le FLN et l'armée ; l'essoufflement de cette légitimité a profité à des mouvements qui mettent en avant la légitimité religieuse.
- En Tunisie, la sécularisation comme le processus de démocratisation cohabitent avec des références à l'islam comme religion officielle (du pays pour les uns, de l'Etat pour les autres), dont il est tenu compte par le droit positif (comme en matière d'héritage) que les mouvements de l'islam politique veulent étendre pour faire de la religion une source de la législation (exclusive pour les salafistes et le parti de la libération islamique, plus ou moins combinée avec d'autres sources selon les tendances au sein du parti Ennahda), voire, pour les plus radicaux, de tous les aspects de la vie. Face aux revendications des islamistes, certains veulent mettre fin à toute référence à la religion, mais la majorité semble plaider pour un statu quo maintenant la référence à l'islam comme religion officielle sans faire de la charî'a une source de la législation ni une référence constitutionnelle. La victoire électorale d'Ennahda ne lui permet pas d'imposer sa conception et l'oblige à composer avec la résistance de la société civile et avec les courants attachés aux acquis modernes et séculiers du pays.
- En Lybie comme en Mauritanie, la force des structures traditionnelles, les clivages tribaux et régionaux, la faiblesse de la société civile et de l'Etat, etc., favorisent un mélange explosif entre références religieuses et coutumes et traditions ancestrales locales qui rappellent par certains aspects la situation de l'Afghanistan après la chute du régime prosoviétique de Najibullah, et qui présentent beaucoup de traits communs avec la situation au Yémen.
- Le cas de l'Egypte est très particulier : C'est un pays qui a connu, comme la Tunisie et bien avant tous les pays musulmans, des réformes séculières dès le début du XIXème siècle ; mais le poids de l'armée d'un côté, d'El-Azhar et des Frères musulmans de leurs ramifications plus ou moins radicales de l'autre, conjuguées avec la misère et l'explosion démographique, ont lourdement pesé et pèsent encore sur les processus de démocratisation et de sécularisation : l'héritage réformiste n'est pas étranger aux revendications démocratiques de la révolte qui a conduit à la chute de Moubarak, le poids d'El-Azhar, des différentes expressions de l'islam politique et de la misère explique la victoire massive des Frères musulmans et des salafistes, et le poids de l'armée, financée par les Etats Unis pour garantir le respect des accords de Camp David, constitue un obstacle majeur à l'évolution démocratique du système. Dans ce contexte, l'instrumentalisation de la religion comme source de légitimité par les uns et par

les autres à toutes les chances de se poursuivre au détriment notamment de la légitimité démocratique et des droits des non musulmans (coptes, juifs, baha'is, athées ou supposés comme tels, musulmans considérés comme hérétiques, etc.) et des femmes.

La mobilisation de la religion comme source de légitimité dans les pays d'Afrique du Nord mérite d'être rapprochée et comparée à d'autres exemples du monde musulman. Je me limiterai ici à trois cas qui me semblent très significatifs : la Turquie, l'Iran et l'Indonésie.

- En Turquie, l'héritage multiconfessionnel de l'Empire Ottoman comme les réformes du XIXème siècle dont les Tanzimat, l'héritage laïque de la période kémaliste, l'inscription de l'islam politique dans un long processus de démocratisation et les ambitions européennes de la Turquie partagées par les principales composantes du champ politiques, y compris celles qui se réclament de l'islam politique, sont autant de facteurs qui expliquent la combinaison de la référence et à la religion et la laïcité, telle que la revendiquent l'AKP en choquant un grand nombre de mouvements islamistes y compris parmi les plus modérés du reste du monde musulman. C'est dans ce pays que la revendication de la légitimité religieuse semble le plus à se rapprocher de la mutation qui a donné les partis démocrates chrétiens en Europe.
- L'Iran présente le cas où l'islam politique est arrivé au pouvoir, après quelque huit décennies de modernisation et de sécularisation autoritaire, par une révolution sous la houlette d'un chef religieux charismatique qui a réussi à imposer un système théocratique où la légitimité est référée exclusivement à la religion, dans le domaine politique comme en droit et dans tous les aspects de vie. Cependant, l'évolution du système depuis la disparition de Khomeiny montre que cette légitimité est contestée y compris de l'intérieur du clergé shiite et au nom de la religion. Contre *wilayet Al-faqih*, la légitimité démocratique et la référence aux droits humains et aux acquis modernes de l'Iran mobilisent des secteurs de plus en plus larges de la société iranienne.
- L'Indonésie présente la particularité d'être le pays qui compte le plus de musulmans sans que l'islam ne soit la religion de l'Etat ou la source de sa législation et de la légitimité politique. La mosaïque culturelle, linguistique et religieuse du pays a inspiré les fondateurs de l'Etat indonésien pour adopter une sorte de religion civile articulé au tour de cinq principes (le Pañcasīla) : unicité divine, une humanité juste et civilisée, l'unité de l'Indonésie, une démocratie guidée par la sagesse à travers la délibération et la représentation et la justice sociale pour tout le peuple indonésien. Les plus grandes associations musulmanes (la Nahdhatu Al-ulama et la Muhammadiyah) considèrent que les revendications relatives à l'application de la sharī'a prônées les courants radicaux de l'islam politique comme un non sens en raison des principes fondateur du pays.

Les autres pays à dominante islamique présentent des variantes où la revendication de la légitimité religieuse oscille entre l'exclusion de toutes autres références (comme en Arabie Saoudite) et des ouvertures plus ou moins importantes sur d'autres sources telles que les traditions et coutumes locales, les déclarations, les législations séculières et les conventions internationales concernant les droits humains. Dans le contexte de l'accélération et de l'intensification des processus de mondialisation, les différentes traditions s'influencent et des formes de légitimités religieuses propres à telle ou telle société se trouvent adoptées dans d'autres sociétés où elles s'opposent, se substituent ou se superposent aux formes locales.

Quoiqu'il en soit, la diversité des modalités de référence à la religion comme source de légitimité montrent que c'est plus à des lectures et des interprétations de la religion que nous avons à faire qu'à la religion elle-même. La revendication d'une telle légitimité traduit des formes de quêtes de sens ou de pouvoir et, lorsqu'elle prônée contre d'autres légitimités, trahit souvent une volonté de mystification et une recherche de soustraire l'autorité ainsi légitimée au contrôle démocratique et à la contestation. Lorsqu'elle n'est pas subordonnée à la légitimité démocratique, elle se traduit partout par des formes de discrimination entre les hommes et les femmes, entre les croyants et les incroyants, voire entre les « bons croyants » qui partagent la lecture dominante et les « mauvais croyants » qui ne partagent pas cette lecture. Comme toutes les autres légitimités, lorsqu'elle tend à l'exclusivité, elle s'épuise dans une folie meurtrière et finit par consommer jusqu'à ses propres partisans.